Que se passera-t-il en Afghanistan?

Farooq Yousaf, Moheb Jabarkhail
21st January 2022

Depuis que les talibans ont officiellement pris le contrôle de l'Afghanistan, les libertés individuelles et les droits des hommes et des femmes sont menacés. Il sera toutefois difficile de s'en tenir à leur modèle de gouvernement dur inspiré des années 1990.

Le 31 août 2021, le gouvernement américain a mis fin à sa guerre de 20 ans en Afghanistan. Des questions se sont posées sur la facilité avec laquelle les forces afghanes ont été propulsées et sur la rapidité avec laquelle les groupes de la coalition se sont retirés de Kaboul. En conséquence, les talibans et leurs alliés ont pris le contrôle de la capitale du pays et ont achevé leur prise de contrôle de l'Afghanistan. Avec ce retrait, l'Afghanistan, touché par plus de quatre décennies de guerre et d'instabilité, a été "renversé et retourné à l'envers", selon les termes de la journaliste de la BBC Lyse Doucet.

Des observateurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan se demandent comment le pays se portera sous le gouvernement intérimaire nouvellement annoncé, pendant que la communauté internationale se demande encore si elle doit coopérer avec les talibans ou les isoler.

Un gouvernement “inclusif”?

Le début relativement conciliant (même si ce n’est que dans les médias de masse et les médias sociaux), les restrictions au travail des femmes et la répression des journalistes et des jeunes manifestants qui protestaient à la fois contre les talibans et contre le rôle du Pakistan dans le conflit afghan, montrent la trajectoire d’un Afghanistan gouverné par les talibans, mais en même temps, la voie vers la résistance que le groupe devra affronter de la part des Afghans jeunes et éduqués.

D’autre part, le 7 septembre 2021, les talibans ont annoncé la mise en place d’un gouvernement de transition. Les talibans avaient d’abord déclaré qu’ils souhaitaient former un gouvernement “inclusif”. Selon leurs propres termes, “inclusif” signifiait l’inclusion de tous les groupes représentatifs (ethniques et religieux) du pays, sans précision. La liste des membres du cabinet et des hauts fonctionnaires se distinguait toutefois par la présence de membres de la ligne dure des talibans et des Haqqani (par exemple, Sirajuddin Haqqani, sanctionné par les États-Unis) et de loyalistes, ainsi que par l’exclusion des femmes de tous les postes de haut niveau. Même si le régime tente de se consolider, il est soumis à des pressions internes et internationales en matière d’égalité des sexes et de lutte contre le terrorisme.

Les liens avec le terrorisme

Quant au terrorisme, les talibans ont assuré à la communauté mondiale qu’ils empêcheront les groupes terroristes, en particulier Al-Qaïda et EI-K (État islamique en Irak et au Levant – province du Khorasan) de lancer des attentats terroristes dans d’autres pays. Cependant, beaucoup craignent une résurgence d’Al-Qaïda sous le régime taliban alors qu’ils continuent de défendre Oussama ben Laden et de nier son implication dans les attentats du 11 septembre. Cela suggère également que les talibans ont un faible pour Al-Qaïda. La direction d’Al-Qaïda a récemment publié une déclaration félicitant l’Émirat islamique (lire : les talibans) pour leur victoire en Afghanistan. Sirajuddin Haqqani, chef du tristement célèbre réseau Haqqani et allié des talibans, a été nommé ministre de l’Intérieur du pays, installé par le gouvernement intérimaire. Haqqani est toujours recherché par le FBI américain et a une prime allant jusqu’à 10 millions de dollars sur sa tête pour ses liens étroits avec les talibans et Al-Qaïda. Puisque Siraj est responsable de la sécurité intérieure du pays, une action contre al-Qaïda est peu probable.

Quant à l’EI-K, les déclarations des talibans sur papier indiquent que le groupe a l’intention d’agir contre l’EI-K. Quant à la mise en œuvre pratique, elle est à la fois floue et complexe. Lors de leurs entretiens avec les médias locaux, les porte-paroles des talibans ont espéré que le retrait américain d’Afghanistan, qui signifie la fin de l’occupation étrangère, persuadera les combattants de l’EI-K de cesser de commettre des attentats terroristes. De telles déclarations ressemblent plus à un vœu pieux qu’à un projet de politique pragmatique.

La politique des talibans à l’égard des femmes

Les talibans ont été délibérément vagues en ce qui concerne leurs politiques sur les femmes et les droits des femmes. Interrogés sur leur politique en la matière, la réponse générale des talibans est qu'ils « soutiennent les droits des femmes en vertu de la charia ». C'est aussi la raison pour laquelle le ministère de la condition féminine a été immédiatement dissous et le ministère des vices et des vertus a été rétabli. Ce que cela signifie en pratique n'est pas expliqué en détail.

Dans une récente interview avec la BBC, un porte-parole taliban a expliqué que "les femmes ne seront pas au cabinet ou à des postes de direction [dans leur gouvernement]. Mais elles pourraient travailler à un niveau inférieur". Cette déclaration confirme que le point de vue des talibans sur les femmes en Afghanistan n'a pas beaucoup changé. Ils considèrent les femmes comme "incapables" d'assumer des rôles de gestion ou de prise de décision. Il s'agit d'une compréhension problématique et hyper-masculine du rôle des femmes dans la société, en particulier en Afghanistan.

Pourquoi les sanctions sont-elles plutôt nuisibles ?

Enfin, en ce qui concerne l'engagement en Afghanistan dans un scénario post-États-Unis/OTAN, la communauté mondiale devra changer ses hypothèses fondamentales, passant d'une vision de l'Afghanistan d'une perspective sécuritaire à une perspective humanitaire. Les talibans comptent des dizaines de milliers de membres et de combattants, tandis que la population totale de l'Afghanistan dépasse les 38 millions. Cela signifie que les embargos et les sanctions, bien qu'administrativement préjudiciables aux talibans, auront des conséquences encore pires pour la population afghane, qui risque de mourir de faim.

Le gouvernement américain aurait gelé près de 10 milliards de dollars des réserves nationales de l'Afghanistan. Ce gel présente un risque de crise financière et humanitaire majeure dans le pays car les banques seraient toujours fermées, selon des informations récentes. Avec un accès limité aux liquidités, les Afghans sont incapables d'acheter les produits de première nécessité pour survivre. Si cette situation perdure, le chaos et l'instabilité socio-économique régneront bientôt en Afghanistan. Contrairement aux années 1990, en 2021, la communauté mondiale ne peut pas formuler une politique à l'égard de ce pays basée sur une vision binaire de la sécurité dans laquelle l'Afghanistan et le peuple afghan souffrent des crimes passés et des politiques futures des talibans. Au lieu de cela, toute politique future devrait garder à l'esprit le coût que le peuple afghan qui a choisi de rester dans le pays paiera pour toute sanction prévisible contre le pays.

Pas de modèle de gouvernement dur comme dans les années 1990

Depuis que les talibans ont officiellement pris le contrôle de l'Afghanistan, les libertés individuelles et les droits des femmes sont menacés. Malgré la violence et les conflits qui ont tourmenté la société et l'économie afghanes au cours des deux dernières décennies, les Afghans ont appris à jouir de certaines de ces libertés individuelles dans les médias, dans l'éducation et dans la vie professionnelle. Les protestes des jeunes Afghans, en particulier

des femmes, suggèrent que le régime taliban sera confronté à une forte opposition nationale et qu'il sera donc difficile pour le groupe d'adhérer à son modèle de gouvernement dur inspiré des années 1990.

Référence:

- Farooq Yousaf & Moheb Jabarkhail (2021): Afghanistan's future under the Taliban regime: engagement or isolation?, Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism, DOI: 10.1080/18335330.2021.1982139

Image: unsplash.com